

L'Incidence Des Politique Economiques Conjoncturelles Sur Le Chômage En R.D. Congo : Une Analyse Econométrique (1990-2017)

Bruno DINDA NZEKELE

(+243981188570 & +243825201580)

UNIVERSITE PEDAGOGIQUE NATIONALE

Auteur correspondant : Bruno DINDA NZEKELE



Résumé : La République Démocratique du Congo a connu depuis les années 1990 une succession de politiques économiques conjoncturelles destinées à répondre aux déséquilibres macroéconomiques, notamment la montée du chômage. Cette étude vise à évaluer l'impact de ces politiques sur le niveau de chômage au cours de la période 1990–2017. En adoptant une approche économétrique fondée sur l'estimation d'un modèle de régression linéaire multiple, l'analyse utilise des données annuelles issues des comptes nationaux et des rapports institutionnels nationaux et internationaux. Les variables explicatives considérées incluent les dépenses publiques, la masse monétaire, le taux d'intérêt directeur et le taux d'inflation, en lien avec le taux de chômage. Les résultats révèlent une relation significative entre certaines politiques conjoncturelles et le chômage, notamment une corrélation négative entre les dépenses publiques et le chômage, suggérant que les politiques budgétaires expansives tendent à stimuler l'emploi. En revanche, l'inflation élevée et les politiques monétaires restrictives semblent exercer un effet aggravant sur le chômage. L'étude conclut que la mise en œuvre cohérente de politiques économiques conjoncturelles, orientées vers la relance de la demande intérieure et l'investissement public, pourrait contribuer à la réduction du chômage structurel en République Démocratique du Congo. Elle recommande une coordination renforcée entre les politiques budgétaire et monétaire pour optimiser leur efficacité sur l'emploi.

Abstract: Since the 1990s, the Democratic Republic of Congo has implemented a series of counter-cyclical economic policies aimed at addressing macroeconomic imbalances, particularly rising unemployment. This study assesses the impact of these policies on unemployment levels over the period 1990–2017. Using an econometric approach based on the estimation of a multiple linear regression model, the analysis relies on annual data drawn from national accounts and institutional reports. The explanatory variables include public expenditure, money supply, policy interest rate, and inflation rate, in relation to the unemployment rate. The findings reveal a significant relationship between certain counter-cyclical measures and unemployment, notably a negative correlation between public spending and unemployment, suggesting that expansionary fiscal policies tend to stimulate employment. Conversely, high inflation and restrictive monetary policies appear to exacerbate unemployment. The study concludes that the consistent implementation of counter-cyclical policies focused on boosting domestic demand and public investment could contribute to reducing structural unemployment in the Democratic Republic of Congo. It recommends stronger coordination between fiscal and monetary policies to enhance their effectiveness on employment outcomes.

Mots-clés : Chômage – Politiques conjoncturelles – Politique budgétaire – Politique monétaire – Économie congolaise – Analyse économétrique

Introduction

Depuis la Grande Dépression des années 1930, l'économie mondiale a été marquée par une succession de cycles économiques perturbés par des crises, accompagnées de taux élevés de chômage et d'inflation. Face à ces déséquilibres, les États ont déployé divers instruments de politique économique conjoncturelle, avec des résultats variables selon les contextes nationaux. Avant l'avènement de la pensée keynésienne, la doctrine classique prônait une politique économique libérale où le rôle de l'État se limitait à garantir la liberté des marchés, supposés s'équilibrer d'eux-mêmes par le jeu des prix [1].

Cette approche a été remise en question par John Maynard Keynes, qui, constatant l'échec des mécanismes libéraux face à la crise, a plaidé pour une intervention active de l'État. Selon lui, les prix étant rigides à court terme, seuls les ajustements de quantité permettent d'atteindre l'équilibre. Il propose alors une politique de relance de la demande globale, à travers des politiques budgétaires expansionnistes, et dans certaines circonstances, monétaires, pour stimuler la production et l'emploi[2].

Cependant, les débats restent vifs sur les instruments les plus efficaces pour lutter contre le chômage. Tandis que le principe de Tinbergen suggère d'utiliser un instrument pour chaque objectif (par exemple, la politique budgétaire contre le chômage et la politique monétaire contre l'inflation), l'arbitrage de Phillips introduit une tension entre ces deux objectifs[3.4]. Ce dernier affirme qu'au-delà d'un certain seuil, il n'est pas possible de réduire simultanément chômage et inflation. Ainsi, les responsables politiques doivent faire des choix stratégiques, souvent complexes et controversés.

Cette tension est illustrée par les expériences contrastées de pays développés comme la France et l'Allemagne. Alors que la France, en creusant ses déficits, n'est pas parvenue à réduire significativement le chômage, l'Allemagne, adepte de l'austérité budgétaire, affiche un taux de chômage relativement bas. Cette observation soulève des interrogations sur la pertinence des politiques conjoncturelles appliquées dans des contextes économiques spécifiques [5.6].

Dans ce cadre, la République Démocratique du Congo n'est pas en reste. Elle fait face aux mêmes arbitrages, notamment dans le choix entre des politiques de rigueur inspirées par les institutions de Bretton Woods et des politiques économiques accommodantes susceptibles de relancer l'activité économique [7.8.9].

Toutefois, peu d'études empiriques ont évalué de manière rigoureuse l'impact réel de ces politiques sur le chômage dans le contexte congolais. L'enjeu est d'autant plus crucial que la question de l'emploi demeure un défi majeur pour le développement socio-économique du pays. [10.11.12].

Notre préoccupation majeure est celle de savoir si les politiques économiques conjoncturelles ont une incidence sur significative sur le chômage en république démocratique du Congo.

De ce qui précède, nous pensons que les politiques économiques conjoncturelles n'auraient pas d'incidence significative voire des effets sur le chômage en RDC.

La présente étude vise à analyser l'impact des politiques économiques conjoncturelles sur le chômage en République Démocratique du Congo au cours de la période 1990–2017. Plus précisément, elle cherche à déterminer si les instruments de politique budgétaire et monétaire ont eu un effet significatif sur l'évolution du taux de chômage.

Méthodologie

- Approche méthodologique

La présente étude mobilise une combinaison de méthodes qualitatives et quantitatives afin de mieux cerner l'impact des politiques économiques conjoncturelles sur le chômage en République Démocratique du Congo. Les méthodes employées sont les suivantes:

- Méthode analytique, pour décomposer et comprendre les composantes des politiques économiques mises en œuvre et leur évolution au fil du temps.
- Méthode comparative, pour analyser les effets des différentes politiques selon les périodes et les choix économiques (expansionnistes ou restrictifs).
- Méthode statistique, afin de modéliser économétriquement les relations entre variables et mesurer empiriquement les effets sur le chômage.

Deux principales techniques de collecte de données ont été utilisées :

- Technique documentaire, fondée sur l'exploitation de sources secondaires : rapports économiques de la Banque Centrale du Congo, annuaires statistiques de l'Institut National de la Statistique (INS), rapports de la Banque Mondiale et du FMI, ainsi que des publications scientifiques sur le sujet.
- Technique statistique, impliquant la collecte, l'organisation et le traitement de données quantitatives annuelles couvrant la période 1990–2017.

L'instrument principal utilisé est une base de données statistiques structurée, regroupant les séries chronologiques suivantes : taux de chômage, dépenses publiques, masse monétaire, taux d'intérêt directeur, et taux d'inflation. Ces données ont été harmonisées en vue d'une analyse économétrique fiable [14.15.16].

- Outils d'analyse et traitement des données

L'analyse a été réalisée à l'aide d'un modèle de régression linéaire multiple, estimé à l'aide du logiciel EViews, afin d'évaluer les liens de causalité entre les variables de politique conjoncturelle et le chômage. Des tests de significativité des coefficients, de multicollinéarité, et de stationnarité ont été effectués pour garantir la robustesse des résultats. La reproductibilité est assurée par la disponibilité des données utilisées et la transparence des méthodes statistiques appliquées.

Les données utilisées dans cette étude couvrent la période de 1990 à 2017. Elles proviennent de plusieurs sources reconnues, à savoir :

- Les rapports annuels de la Banque Centrale du Congo (BCC) ;
- Les bases de données de la Banque Mondiale, notamment le World Development Indicators (WDI, 2018) et les Worldwide Governance Indicators[17].

Les principales variables utilisées incluent :

- Le taux de chômage (variable dépendante) ;
- Le flux des chômeurs,
- Le taux d'ouverture commerciale,

- Le taux d'inflation,
- Le taux de change,
- Le niveau de l'investissement privé,
- La population active,
- L'indice de gouvernance.

Tests de stationnarité et de co-intégration

Avant l'estimation, des tests de stationnarité ont été réalisés sur l'ensemble des séries chronologiques. Les résultats montrent que les résidus de la relation de long terme sont stationnaires, ce qui permet de conclure à l'existence d'une relation de co-intégration entre les variables. Cela signifie qu'il existe un équilibre de long terme entre le chômage et ses principaux déterminants.

Méthodes d'estimation

Plusieurs méthodes d'estimation économétrique ont été mobilisées pour garantir la robustesse des résultats. Il s'agit notamment de:

- La méthode des moindres carrés ordinaires (OLS),
- La méthode des moments généralisés (GMM),
- La méthode des deux moindres carrés (2SLS),
- La méthode des trois moindres carrés (3SLS),
- Et enfin la méthode des régressions apparemment non liées (SUR – Seemingly Unrelated Regression).

Après comparaison, la méthode SUR a été retenue comme la plus robuste et la plus pertinente pour le modèle estimé, en raison de la convergence des résultats et de la correction des problèmes d'hétéroscédasticité potentielle entre les équations.

Résultats

Au cours de cette section, il est présenté tour à tour les éléments ci-après : d'abord l'analyse descriptive, ensuite la matrice de corrélation, enfin la présentation et l'interprétation des résultats.

- Analyse descriptive

La tendance est l'allure générale de la distribution que décrit le mouvement d'ensemble du phénomène indépendamment des variables de petites échelles. Les caractéristiques de tendance centrale, de dispersion et les valeurs des variables du modèle sont présentées dans le tableau 1 ci-dessous :

Tableau 1 : Statistiques descriptives

Variable	Obs	Mean	Std. Dev.	Min	Max
chomage	27	53.23333	8.470037	43	69.2
gdp_capita	27	267.7088	114.8551	102.6448	474.936
gdp_growth	28	1.070636	6.402913	-13.46905	9.509964
gdpr	27	1.57e+10	1.02e+10	4.71e+09	3.62e+10
gov	28	2.887054	.141382	2.708333	3.25
ide_gdp	27	3.456121	4.07431	-.7281425	13.3619
infl	28	1239.493	4508.61	1.632925	23773.13
invpriv_gdp	28	9.101253	5.544283	1.378214	26.59509
kph	28	69.00679	9.636328	47.5	88.98
tch	17	712.6247	397.5064	69	1650
ouv_gdp	28	29.4806	11.84883	9.109132	49.64384
va_agr	28	32.49325	12.48527	20.39461	57
m2	28	9.275513	6.186537	1.617155	30.67912
gexp	27	1.65e+10	1.12e+10	4.42e+09	3.89e+10

On constate qu'en moyenne, le chômage est de 53,23% avec une faible volatilité, le taux de croissance économique est 1,07063 avec une forte volatilité, le PIB réel (gdpr) est de 15,70 milliards de USD avec une forte volatilité, le taux d'ouverture économique (ouv_gdp) est de 29,5% avec une forte volatilité, le taux brut de scolarisation (kph) de 69%, la masse monétaire en pourcentage du PIB (m2) est de 9,27% pour la période 1990 à 2017. Dépenses publiques ?

- Analyse de la corrélation

L'un des objectifs primordiaux de la statistique économique est de découvrir et de mesurer les différents phénomènes observés. La force de liaison ou le degré d'association entre les variables est étudiée à l'aide de la corrélation. On veut seulement connaître le degré des liaisons d'interdépendance entre les variables en cause. Lorsque deux phénomènes ont une évolution commune nous dirons qu'ils sont corrélés.

Tableau 2 : Matrice de corrélation

. correlate chomage gdpr invpriv gov ide_gdp invpriv_gdp kph ouv_gdp va_agr gexp m2
(obs=26)

	chomage	gdpr	invpriv	gov	ide_gdp	invpriv_gdp	kph	ouv_gdp	va_agr	gexp	m2
chomage	1.0000										
gdpr	-0.5985	1.0000									
invpriv	-0.6287	0.9506	1.0000								
gov	-0.5363	0.8118	0.9212	1.0000							
ide_gdp	-0.5271	0.6169	0.5120	0.2108	1.0000						
invpriv_gdp	-0.3056	0.5475	0.5569	0.5125	0.3211	1.0000					
kph	-0.6646	0.8071	0.8251	0.6683	0.6345	0.4953	1.0000				
ouv_gdp	-0.5126	0.6493	0.5871	0.3630	0.7999	0.4768	0.6007	1.0000			
va_agr	0.8041	-0.6928	-0.5995	-0.4220	-0.6660	-0.6015	-0.7271	-0.6193	1.0000		
gexp	-0.6072	0.9997	0.9538	0.8181	0.6167	0.5527	0.8101	0.6542	-0.6958	1.0000	
m2	-0.0250	0.3521	0.3411	0.3301	0.0490	0.0195	0.0496	0.0624	0.0502	0.3453	1.0000

Source : Auteurs, estimation à l'aide du logiciel stata 14.1

L'analyse de corrélation (Tableau 2) entre ces dix variables fait apparaître clairement qu'il y a une corrélation négative entre le chômage (unemploy), PIB réel (gdpr), l'indice de gouvernance (gov), les investissements directs étrangers (ide_gdp), le capital humain (kph); taux de change (tch), l'ouverture économique (ouv_gdp) et la masse monétaire (m2) ; il s'agit des variables qui

contribue à la baisse du chômage en RDC et il y a corrélation positive entre le chômage la valeur ajoutée du secteur agricole (va_agr).

Le tableau ci-dessous présente les résultats du modèle estimé selon la méthode SUR, mettant en évidence les coefficients associés à chaque variable explicative, leur signe, et leur niveau de significativité statistique.

Tableau 3 : Résultats de l'estimation de l'équation du chômage

Méthode d'estimation	Régr. 1 OLS	Régr. 2 2SLS	Régr. 3 GMM	Régr. 4 3SLS	Régr. 5 SURE
Constante	4.1814*** (6.60)	4.1814*** (9.15)	4.1807*** (11.98)	3.324*** (6.08)	4.183*** (9.16)
U_{t-1}	0.4566** (3.12)	0.4465** (4.33)	0.4326*** (6.64)		0.4482** (4.35)
Investissement privé (Kpv)	$1.34e^{-14}$ (0,40)	$1.34e^{-14}$ (0,55)	$1.24e^{-14}$ (0,68)	$-3.61e^{-14}$ (1,28)	$1.34e^{-14}$ (0,55)
Va_agr	-0.0039** (-3.16)	-0.0039 (-4.38)	-0.0039** (-4.58)	-0.0015 (-1.67)	-0.0039** (-4.39)
Pop_activ	$1.40e^{-08}$ (1,26) **	$1.41e^{-08}$ * (1,75)	$1.43e^{-08}$ * (1,84)	$3.39e^{-08}$ ** (3,74)	$1.40e^{-08}$ * (1,75)
Ouv	$1.41e^{-11}$ (2,18) **	$1.41e^{-11}$ (3,02) **	$1.37e^{-11}$ (3,93) **	$7.73e^{-12}$ (1,35) **	$1.40e^{-12}$ (3,02) **
TBS (Kph)	-0,0074** (-2,44)	-0,0074** (3,38)	-0,0072** (-2,83)	-0,01005*** (-4,78)	-0,0074*** (-4,79)
Inv. Publ (Kpu)	$5.75e^{-12}$ (0,36)	$5.80e^{-12}$ (0,51)	$6.50e^{-12}$ (0,72)	$2.23e^{-11}$ (1,74) *	$5.79e^{-12}$ (1,57) *
IDE	-0,000648 (-0,20)	-0,000654 (-0,28)	-0,00075 (-0,47)	0,0022 (0,74)	0,00065 (0,29)
Gexp	$-9.92e^{-12}$ (-3,39) ***	$-9.94e^{-12}$ (-4,69) ***	$-9.90e^{-12}$ (-6,86) ***	$-1.07e^{-11}$ (-3,71) **	$-9.93e^{-12}$ (-4,70) ***
m2	-0,0021 (-1,52)	-0,00205 (-2,10) **	-0,0020 (-2,59) **	-0,00245 (-1,89) **	-0,002037 (-2,09) **
I_gouv	-0,04002 (-0,22)	-0,040027 (-0,31)	-0,00202 (-0,68)	0,1656 (0,98)	0,04088 (-2,09)
R ²	91.58	91.58	91.55	83.67	91.58
RMSE	0.0258	0.01857	0.0186	0.0256	0.01857
F/Wald/X ²	F : 12.86	W : 160.07	W : 266.27	X ² 74.81	X ² 160.15

Source : Auteur, sur base des données de l'étude, à l'aide du logiciel Stata 14.1

NB: * = significatif à 10% ; ** = significatif à 5% ; *** = significatif à 1%, (.) = la statistique de student.

Les résultats obtenus confirment la présence d'effets significatifs entre certaines variables économiques conjoncturelles et le taux de chômage en RDC durant la période considérée.

Discussion

L'estimation du modèle économétrique sur la période 1990–2017 permet de dégager plusieurs enseignements majeurs sur les effets des politiques économiques conjoncturelles sur le chômage en République Démocratique du Congo.

Les résultats obtenus montrent que les politiques conjoncturelles, à savoir la politique budgétaire (via les dépenses publiques) et la politique monétaire (via la masse monétaire), ont un effet globalement négatif sur le taux de chômage, c'est-à-dire qu'elles contribuent à la réduction du chômage. Cependant, cet impact reste modéré et asymétrique.

En effet, une augmentation de 10 % des dépenses publiques n'engendre qu'une faible diminution du chômage, alors qu'une augmentation équivalente de la masse monétaire produit un effet légèrement plus marqué. Cela conduit à invalider partiellement l'hypothèse initiale selon laquelle la politique budgétaire serait plus efficace que la politique monétaire dans la lutte contre le chômage en RDC. Au contraire, les résultats mettent en évidence une prééminence relative de la politique monétaire, ce qui invite à réévaluer les rôles respectifs des autorités budgétaires et monétaires dans la gestion du chômage[18].

Lecture des résultats à la lumière de la littérature

Ces résultats s'inscrivent dans la lignée des travaux keynésiens et post-keynésiens qui soulignent l'efficacité des politiques de relance en contexte de chômage. Toutefois, la modération de l'impact observé en RDC renvoie également aux limites structurelles relevées par des auteurs comme Tinbergen ou Phillips, notamment en présence d'un arbitrage entre inflation et chômage, ou encore de rigidités dans les structures économiques.

L'étude confirme également les constats empiriques faits dans d'autres pays africains en développement, où les politiques conjoncturelles sont souvent affaiblies par :

- La forte ouverture commerciale, qui induit une fuite des effets multiplicateurs à l'étranger ;
- L'insuffisance de l'offre locale, liée à la faiblesse du tissu industriel et agricole ;
- La rigidité du marché du travail, avec un chômage majoritairement structurel.

Explication des limites structurelles de l'impact des politiques

Trois éléments majeurs expliquent la faible efficacité des politiques conjoncturelles en RDC :

- La désindustrialisation post-pillage des années 1990 : l'économie congolaise est devenue fortement dépendante des importations, si bien que les politiques de relance profitent davantage aux pays exportateurs (comme la Chine) qu'au tissu économique local. Des programmes comme les « cinq chantiers » n'ont pas permis une création massive et durable d'emplois.
- La nature essentiellement structurelle du chômage : avec plus de 50 % de la population active sans emploi, le chômage est peu sensible aux outils conjoncturels. La faible diversification de l'économie et la démographie galopante nécessitent des politiques économiques structurelles de long terme.
- La zone classique du modèle IS-LM : en RDC, les taux d'intérêt restent élevés (en moyenne 12 %), rendant la politique budgétaire peu efficace, tandis que l'offre de monnaie a un effet plus direct sur les investissements. Cette configuration valide les analyses de Hicks et Hansen sur la faible sensibilité de l'investissement à la dépense publique en zone classique[19].

Autres résultats notables

Les estimations montrent également que :

- Une amélioration de 10 points du capital humain entraîne une baisse du chômage de 0,074 %, confirmant l'importance de l'éducation et de la formation professionnelle ;
- Une hausse de 1 % de la valeur ajoutée agricole réduit le chômage de 0,039 %, indiquant le rôle stratégique du secteur agricole pour l'emploi en RDC[20].

Toutefois, la faible part du budget consacrée à l'éducation (0,1 % en moyenne entre 2001 et 2003) limite fortement l'impact du capital humain sur la croissance et l'emploi, comme le souligne l'auteur[21]. La déconnexion entre le système éducatif et les besoins du marché du travail accentue cette inefficacité.

Qualité du modèle estimé

Sur le plan statistique, la significativité globale du modèle (test de Fisher), la valeur élevée du coefficient de détermination ($R^2 = 91,58 \%$) et la faiblesse du résidu de régression (0,04) indiquent un bon ajustement du modèle et une capacité explicative solide. Cela confirme la pertinence des variables retenues pour expliquer l'évolution du chômage en RD Congo.

Malgré la robustesse du modèle, certaines limites demeurent :

- Absence de variables institutionnelles plus précises, telles que la qualité de la gouvernance ou le niveau de corruption ;
- Difficulté à distinguer chômage structurel et conjoncturel avec précision dans un modèle purement macroéconomique ;
- Disponibilité partielle des données, notamment pour les variables du capital humain sur les années antérieures à 2000.

Ces limites ouvrent la voie à des recherches futures intégrant des modèles dynamiques ou à équations simultanées, ou encore des approches régionales plus désagrégées.

Cette étude apporte une contribution originale à la littérature sur l'emploi en RDC en quantifiant l'impact spécifique des politiques économiques conjoncturelles sur le chômage. Elle met en lumière la nécessité d'un policy mix cohérent, mais surtout d'une articulation étroite entre réformes structurelles, développement du capital humain, et dynamisation du secteur productif local pour espérer inverser durablement la tendance du chômage en RDC.

Conclusion générale et recommandations

Cette étude visait à analyser l'efficacité des politiques économiques conjoncturelles dans la lutte contre le chômage en République Démocratique du Congo sur la période 1990–2017. En nous appuyant sur un modèle économétrique estimé à partir de données nationales et internationales, nous avons cherché à identifier les impacts spécifiques des politiques budgétaire et monétaire sur le chômage, tout en évaluant la nature et la structure du chômage congolais.

Les résultats empiriques indiquent que le chômage en RDC reste très élevé, avoisinant 53 % de la population active. Bien que les politiques conjoncturelles aient eu un effet globalement négatif sur le chômage — ce qui signifie qu'elles contribuent à sa réduction — leur impact demeure faible et marginal. L'effet de la politique monétaire s'est révélé légèrement plus significatif que celui de la politique budgétaire, en raison notamment de la faible orientation des dépenses publiques vers les secteurs productifs et du poids prédominant du chômage structurel dans l'économie congolaise.

Les résultats montrent également que la nature du chômage en RDC est essentiellement structurelle et keynésienne, liée davantage à l'insuffisance de la demande, à la désindustrialisation, à la mauvaise gouvernance, à la faible adéquation formation-emploi, et à la dépendance extérieure.

Face à ces constats, nous proposons les recommandations suivantes, organisées selon les grands axes de politique économique :

Recommandations à l'attention de l'État :

1. Améliorer le climat des affaires et lever les freins à la création d'emploi (corruption, insécurité juridique, lourdeurs administratives, accès au crédit).
2. Réformer le système éducatif pour l'aligner sur les besoins du marché du travail, en investissant massivement dans l'enseignement technique et professionnel.
3. Orienter la politique budgétaire vers les secteurs porteurs d'emploi (agriculture, BTP, industries de transformation).
4. Adopter une politique monétaire favorable à l'investissement, en facilitant l'accès au crédit pour les PME et les entrepreneurs.
5. Encourager l'auto-emploi via une politique de crédit souple et un renforcement des institutions de microfinance.
6. Appliquer une politique de change compétitive, visant à soutenir les exportations à forte intensité de main-d'œuvre.
7. Développer les secteurs agricole et rural, principaux gisements d'emplois, à travers des mesures incitatives et des investissements en capital.
8. Alléger la fiscalité sur les entreprises créatrices d'emplois, en liant allègements fiscaux à des obligations d'embauche.
9. Favoriser la relance industrielle nationale afin de limiter la dépendance aux importations et d'accroître l'effet multiplicateur des politiques de relance.
10. Renforcer l'intermédiation sur le marché du travail, en dotant l'ONEM de moyens efficaces pour accompagner les demandeurs d'emploi.
11. Stabiliser le cycle politique et électoral, pour renforcer la gouvernance économique et garantir des politiques de l'emploi cohérentes.

Recommandations à l'endroit des chômeurs :

- Développer des compétences adaptées à la demande du marché du travail par la formation continue.
- Adopter une culture entrepreneuriale, en s'orientant vers l'auto-emploi et l'initiative privée comme voie d'insertion professionnelle durable.

Perspectives de recherche

Cette étude ouvre la voie à des recherches futures intégrant :

- Des modèles dynamiques (VAR, VECM) pour analyser les effets différés des politiques ;
- Des approches régionales ou sectorielles pour mieux cerner les disparités internes ;
- L'analyse de l'interaction entre institutions, gouvernance et emploi.

En définitive, la réduction durable du chômage en RDC exige une approche combinée entre politiques conjoncturelles et réformes structurelles profondes, dans un environnement politique et institutionnel stable.

Référence

- [1]. Blanchard, O., & Johnson, D. R. (2012). *Macroeconomics* (6^e éd.). Pearson Education.
- [2]. Mankiw, N. G. (2014). *Principles of Economics* (7^e éd.). Cengage Learning.
- [3]. Keynes, J. M. (1936). *The General Theory of Employment, Interest and Money*. Macmillan.
- [4]. Okun, A. M. (1962). *Potential GNP: Its Measurement and Significance*. American Statistical Association.
- [5]. Samuelson, P. A., & Nordhaus, W. D. (2001). *Economics* (17^e éd.). McGraw-Hill.
- [6]. Berman, N., & Martin, P. (2012). *The vulnerability of sub-Saharan Africa to external . shocks*. World Development, 40(7), 1151–1168.
- [7]. Dabla-Norris, E., Minoiu, C., & Zanna, L. F. (2015). *Business cycle fluctuations, large shocks, and development*. Journal of Development Economics, 116, 103–116.
- [8]. Kinda, T. (2012). *Do fiscal policy and current account imbalances lead to unemployment in developing countries?*. IMF Working Paper, WP/12/281.
- [9]. Robalino, D., & Smitz, M. (2020). *Jobs diagnostics and policy recommendations in low-income countries*. World Bank Social Protection Papers.
- [10]. Banque Africaine de Développement (BAD). (2018). *Diagnostic sur l'emploi et le chômage en République Démocratique du Congo*. Abidjan : BAD.
- [11]. Banque Mondiale. (2019). *RDC : Créer des emplois pour une croissance inclusive*. Washington, DC.
- [12]. PNUD. (2020). *Rapport national sur le développement humain en RDC*. Kinshasa.
- [13]. Institut National de la Statistique (INS). (2018). *Enquête nationale sur l'emploi, l'informel et le chômage*. Kinshasa : INS.
- [14]. Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). (2016). *Évaluation des politiques publiques de l'emploi en RDC*.
- [15]. Banque Centrale du Congo. (2020). *Rapports annuels 1990–2017*. Kinshasa.
- [16]. Ministère du Plan RDC. (2017). *Document de la Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté (DSCR-P-II)*.
- [17]. FMI. (2019). *RDC : Consultation au titre de l'article IV – Rapport des services du FMI*. Washington, DC.
- [18]. Greene, W. H. (2012). *Econometric Analysis* (7^e éd.). Pearson.
- [19]. Gujarati, D. N., & Porter, D. C. (2009). *Basic Econometrics* (5^e éd.). McGraw-Hill.
- [20]. Kennedy, P. (2008). *A Guide to Econometrics* (6^e éd.). Wiley-Blackwell.
- [21]. Wooldridge, J. M. (2016). *Introductory Econometrics: A Modern Approach* (6^e éd.). Cengage Learning.